

La CGT, une force qui compte pour l'avenir.

Le bilan de trois ans de gouvernement Hollande est calamiteux pour les salariés et la population en général. Et l'écœurement légitime dans le monde du travail est immense. Comme les autres gouvernements, Hollande s'est attaqué aux classes populaires en se plaçant clairement dès le début de son mandat du côté du patronat. Il a réussi à faire passer des mesures dont la droite n'aurait pas à rougir.

Cette période s'est vue renier des espoirs attendus impatientement, après cinq années d'agressions quotidiennes d'une droite qui c'est voulu décomplexée et arrogante à l'égard de l'ensemble du monde du travail. Espoirs, fondés sur le renoncement à la finance reine, qui devait redonner leurs places aux chômeurs, et salariés du privé et du public. Ils devaient enfin retrouver une reconnaissance au sein d'un Etat complètement soumis aux injonctions des marchés boursiers et exigences de Bruxelles. Il est donc insupportable de laisser croire que les salariés et le peuple français seraient les responsables d'une dette contractée par l'Etat pour combler les déficits abyssaux des banques françaises ou européennes. A cela il faut ajouter des discours dichotomiques d'économistes et de politiques relayés par les médias serviles à la cause du capital.

Que penser d'ailleurs de cette institution qu'est la commission européenne, cette instance qui n'est pas légitime et qui outre passe ses prérogatives. En effet, aucun de ses membres n'est élu par les citoyens européens. Mais sans vergogne et aucun scrupule, elle n'hésite pas à affaiblir des peuples tel que l'Italie, l'Irlande, le Portugal, ou encore l'Espagne et la Grèce. Mais quelle belle réponse ces populations ont fait à ces technocrates qui siègent à Bruxelles soumis au capital. En effet, la Grèce a vue émerger Syriza qui aujourd'hui à la tête du pays fait front aux intransigeances allemandes. Les Indignés en Espagne viennent également de marquer des points importants dans le paysage politique en arrivant première force dans la capitale et à Barcelone. C'est la démonstration que face à l'adversité seuls les salariés immigrés, français du privé et du public pourront en se prenant en charge changer les choses et faire obtempérer les politiques à leurs attentes.

Les salariés sont donc la clef de voûte d'un changement d'une politique antisociale et destructrice d'emplois.

Dans ce contexte, la CGT a une grande responsabilité, elle doit œuvrer au rassemblement le plus large en investissant tous les espaces qui lui sont accordés, comme ceux qui lui sont refusés, comme les médias, qui eux jouent un jeu dangereux en créant la désinformation. Avec un tel comportement, les médias portent une véritable responsabilité dans la percée du front national, qui a trouvé dans la peur des français toute la démagogie qui le caractérise.

Le résultat d'une telle politique, menée par un gouvernement se revendiquant de gauche, est la démoralisation de bien des salariés, similaire à celle que nous avons connue à l'époque de Mitterrand et de Jospin.

Malgré cela, des dizaines de milliers de manifestants ont répondu présents à la manifestation du 9 avril 2015. Cette manifestation était nécessaire, même si ce n'est pas suffisant encore pour arrêter les coups. En attendant, le seul espoir réside dans cette voie, celle de la lutte. La CGT doit être le moteur d'une réaction du monde du travail pour mettre fin à cette politique anti ouvrière.

Trois ans de mesures au service du patronat

Le gouvernement Hollande, d'Ayrault à Valls a attaqué systématiquement les droits des salariés. Dès janvier 2013, l'ANI (Accord National Interprofessionnel), transformé en loi en mai de la même année, en était le premier acte. Il permet aux employeurs de baisser les salaires, de supprimer des RTT, d'augmenter le temps de travail et d'imposer la mobilité interne. En même temps, cet accord donne la possibilité de licencier plus facilement, en enlevant du code du travail la notion de « cause réelle et justifiée » pour des licenciements collectifs et en réduisant les délais de contestation.

Le second acte c'est déroulé en deux temps. Le premier : les abaissements des cotisations patronales avec le « CICE », Crédit Impôt, Compétitivité, Emploi qui accorde aux entreprises un nouveau cadeau évalué à 30 milliards sur trois ans. Le CICE est perçu par toutes les entreprises, qu'elles gagnent déjà énormément comme Auchan par exemple, ou qu'elles licencient, comme RLD qui a touché 4 millions sur ces deux années et a décidé de fermer le site des Lilas en supprimant 72 emplois de nos camarades.

Et le deuxième le « pacte de responsabilité », pour 20 Md€ en 2014 et s'élèverait à 40 Md€ d'ici 2017.

Troisième acte la loi Macron en 2015 ! Cette loi aux multiples articles a souvent été décrite comme une atteinte aux professions encadrées. Mais elle comporte surtout une nouvelle série d'attaques contre les travailleurs et leurs représentants dans les entreprises. Cette loi permet à bien des commerces d'ouvrir davantage de dimanches, si les employeurs s'en tiennent au « volontariat » et obtiennent un accord d'entreprise. Quelle hypocrisie quand on connaît la situation précaire des salariés des grandes surfaces ou des commerces et la pression exercée sur tous par le chômage. Mais ce n'est pas tout. La loi « Macron » a considérablement réduit les champs d'intervention de la médecine du travail et des inspecteurs du travail.

Les prud'hommes se voient de nouveau attaqués car la loi prévoit un recours plus systématique aux juges professionnels moins favorables aux travailleurs. Enfin les licenciements collectifs sont encore facilités, car dorénavant l'administration pourra ne prendre en compte que les moyens de l'entreprise qui licencie et non ceux du groupe. Cette loi est une déclaration de guerre à l'ensemble des salariés par sa volonté de détruire le code du travail.

Par ces faits, le gouvernement répond aux souhaits du patronat et accède à la volonté du MEDEF de liquider l'idée même de conventions collectives. Cette idée, issue des grèves de mai-juin 1936, est combattue pour laisser place à des négociations par entreprises, mettant ainsi les salariés des petites entreprises ou des moins organisées syndicalement à la merci de leur employeur. Jusqu'au contrat de travail collectif que Macron tente de faire disparaître du code du travail.

Enfin, la dernière attaque en date du gouvernement est contenue dans la loi Rebsamen qui poursuit la démolition du code du travail en s'attaquant à la représentation syndicale. Elle impose la fusion CE, DP et CHSCT dans les entreprises de moins de 300 salariés et la rend possible dans celles de plus de 300 avec la signature des syndicats majoritaires. Le résultat en sera de transformer quelques militants syndicaux en super délégués déconnectés des salariés et enfermés dans des nouvelles instances. Les moyens d'expression et de défense des salariés seraient ainsi dangereusement réduits et des milliers de militants aujourd'hui relativement protégés par leur mandat se verraient du jour au lendemain à la merci de la vengeance patronale. Avec les lois « Macron » et « Rebsament », le gouvernement répond aux attentes du MEDEF et du patronat européen. Ce patronat qui à besoin d'avoir les mains libres pour s'affranchir du droit du travail, pour rassurer le capital et abaisser le coût du travail. C'est là tout le sens de l'artillerie déployée par les lois « sécurisation de l'emploi » et « Macron », sans oublier la nouvelle organisation territoriale. Pour arriver à leurs fins le MEDEF relayé par le gouvernement doivent se séparer des organisations syndicales. Les syndicats demeurant une entraves à leur unique objectif, accélérer l'exploitation du monde du travail au profit de quelques uns qui cumulent les richesses. Les profits des grandes entreprises se portent à merveille ainsi que les dividendes que se versent les actionnaires chaque année : 40 milliards pour 2012, la même somme pour 2013 et 46 milliards en 2014.

Oui, le gouvernement Hollande aide le patronat à démolir les acquis et les droits ouvriers afin de revenir sur des décennies de luttes syndicales.

Outre les reculs catastrophiques imposés au monde du travail, tous ces cadeaux au patronat ont un coût supporté exclusivement par la population.

Hollande qui avait dénoncé la TVA sociale de Sarkozy n'a pas tardé, une fois au pouvoir, à monter les taux de la TVA. Les impôts ont suivi le même chemin.

En même temps le gouvernement a annoncé des plans d'économies publiques sur la santé (11 milliards d'euros), sur les collectivités locales, etc. Les salaires des fonctionnaires ont été de nouveau gelés et les embauches promises à l'éducation nationale un mensonge grossier.

La durée de cotisation pour la retraite est passée à 43 ans et la revalorisation des pensions repoussée de plusieurs mois. Quant aux prétendues avancées comme les droits rechargeables pour les chômeurs, la pénibilité ou la formation professionnelle, elles ont toutes été des pièges pour les concernés qui y ont à chaque fois perdu.

Il est impossible de faire la liste des mesures qui ont eu comme objectif de prendre dans la poche des classes populaires et de les enfoncer toujours plus dans la pauvreté et la précarité. D'ailleurs, le train du chômage ne cesse de remplir ses wagons, avec toujours plus de « clients » vers la précarité.

Depuis notre dernier congrès le spectacle qu'offre les salariés, est celui de gens atomes face à la soumission des politiques à la loi du MEDEF et des marchés financiers. Les salariés ne sont pas des pions sur un échiquier dont seuls quelques individus auraient les règles du jeu, et encore moins de la chaire à canon pour les boîtes qui cherchent toujours plus de profits, comme nous avons pu le connaître au Bangladesh avec l'écroulement d'un immeuble où beaucoup de salariés payés au lance pierre sont morts dans des conditions atroces pour servir des marques européennes. Nous parlons là de dignité humaine.

La CGT à l'offensive

Avec le soutien du gouvernement, et le relais des médias, le patronat est à l'initiative.

Le contexte n'est pas favorable pour les travailleurs combatifs et les militants de la CGT, c'est vrai.

Mais la CGT reste une force incontournable. Dans les luttes et mobilisations qui ont émaillé ces trois dernières années, les militants CGT ont toujours répondu présent et n'ont cessé de porter les revendications des salariés et celles de la CGT sur l'emploi, la précarité, l'austérité, les services publics (hospitaliers, transports, territoriaux, éducation, etc.), les retraites, la reconnaissance de la pénibilité, ...

Et surtout n'ayons pas peur d'innover, car si nous perdons cette envie de rêver, nous perdrons toute envie de nous battre pour un monde meilleur où tous avons notre place.

Alors chères Camarades est-il utopiste de réfléchir à la semaine de 32 heures, à un départ à la retraite à taux plein à 60 ans, que le salarié est une réelle formation, qu'il assure pleinement son parcours professionnel. A ce titre si la CGT a fait progresser le DIF en le faisant passer en CPF (contrat professionnel de formation) nous pouvons aller encore plus loin. Le Salarié doit pouvoir avoir une prise réelle sur son avenir.

Sur nos localités, le dernier exemple de la lutte des salariés de RLD le montre. Les militants CGT de l'entreprise, soutenus par l'UL, ont mené le combat sans faiblir et continuent à le mener pour empêcher ce PSE scandaleux. Sur la question de la maternité des Lilas, l'UL n'a jamais cédé aux promesses illusoires de politiques loin des préoccupations des salariés.

Ainsi, quelques soient les difficultés du moment, les militants de la CGT ont un rôle essentiel à jouer. Ils ne cessent de dénoncer les attaques dont toute la population est victime. Et ils sont porteurs de la seule perspective réelle, celle d'une remontée des luttes pour mettre un coup d'arrêt aux reculs et de porter sur l'avenir. Partout, dans les entreprises, dans les services publics, auprès des chômeurs, dans les quartiers, les militants de la CGT, parce qu'ils existent, représentent une véritable opposition à la politique actuelle. Malgré des tentatives de déstabilisations, cherchant à discréditer la CGT auprès des salariés. Celle-ci est restée la première Organisation Syndicale nationale, plébiscitée par toutes et toutes.

C'est en poursuivant ce combat, sur nos valeurs permanentes, celles de la solidarité, de la lutte collective des travailleurs, de la fraternité internationale que nous pouvons nous opposer à tous les dangers, y compris celui représenté par la montée électorale du FN. L'avenir de la société se jouera sur le terrain des luttes et de la revendication. Nous devons regagner la guerre de l'opinion, cela passe par notre présence dans les entreprises, à la sortie des écoles, du métro avec des supports adaptés (tracts, affiches, journaux) et grandir en nombre d'adhésions, c'est comme cela que nous continuerons à faire peur à ces gens du MEDEF et ces politiques en manque d'imagination qui se disent progressistes, alors qu'ils sont rétrograde. Plus les militants de la CGT seront présents et plus ils permettront à tous de retrouver l'espoir.

En nous organisant massivement dès aujourd'hui c'est assuré à la fois notre avenir, mais également celui des générations futures.

Merci de votre écoute et place au débat !